

## La situation au Tibet et les résultats du Conseil européen Conseil européen - 26-03-2008 - 18:07



Débat passionné sur le Tibet

Réunis en session extraordinaire à Bruxelles, les députés ont condamné les récentes répressions au Tibet. Au centre des discussions : l'éventualité d'un boycott des jeux olympiques de Pékin. Mais pour certains députés, les jeux apparaissent comme un moyen de promouvoir les droits de l'Homme en Chine. Une résolution sera adoptée sur le sujet le 10 avril prochain. Le Parlement a également débattu des résultats du dernier Conseil européen des 13 et 14 mars.

Evoquant les événements survenus à Lhassa, capitale du Tibet, depuis le 10 Mars dernier, le Président du PE a dénoncé *"toutes formes de violences et l'usage disproportionné de l'armée et de la police."* Au nom du PE, il a également condamné la mort d'activistes pacifiques.

Au nom des droits de l'Homme, de la dignité de chaque être humain et du droit à la diversité culturelle et religieuse, a appelé les autorités chinoises à négocier avec le Dalaï Lama, qui *"sera bienvenu au PE à tout moment"*, a-t-il ajouté.

Abordant la question d'un éventuel boycott des jeux olympiques, Hans-Gert Pöttering a affirmé que dialogue et coopération entre UE et Chine sont dans l'intérêt des deux partenaires. Pour que les jeux soient un succès, a-t-il ajouté, il faut respecter l'identité culturelle et religieuse du peuple tibétain: *"Je pense que tout homme politique responsable doit se poser la question de savoir s'il peut participer à la cérémonie d'ouverture si les leaders chinois ne souhaitent pas atteindre un consensus."*

*"Nous voulons que les athlètes du monde puissent se rencontrer dans des compétitions équitables et libres à Pékin [...] Nous avons une responsabilité particulière à cet égard."*

### **Conseil**

Au nom du Conseil, le Secrétaire d'Etat slovène aux Affaires européennes, Janez Lenarčič, a rappelé les différentes réunions et entretiens qui ont eu lieu entre les représentants de l'UE et les autorités chinoises depuis l'éclatement des violences au Tibet. Il a ensuite appelé les deux parties à faire preuve de retenue et à chercher à *"établir un dialogue constructif"*. Le Conseil a également émis le vœu que la Chine permette aux médias indépendants de regagner bientôt le Tibet.

Le Ministre a également mentionné une réunion récente des Ministres des Sports de l'UE qui se sont exprimés contre le boycott des Jeux Olympiques, estimant que les JO peuvent aider à promouvoir les droits de l'homme.

Il a conclu en informant les députés du fait que le Ministre des Affaires étrangères slovène avait demandé à son homologue chinois d'engager un dialogue avec le Dalaï Lama et de libérer tous les manifestants pacifiques.

## **Commission européenne**

La Commissaire chargée des relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, a également condamné la répression violente des protestations au Tibet, demandant *"aux autorités chinoises de faire preuve de retenue et de ne pas s'opposer de manière violente aux protestataires"*. Elle a salué l'organisation par la Chine, du 26 au 28 mars, d'un voyage pour les correspondants étrangers au Tibet, et a exprimé sa volonté que les médias étrangers pourront faire leur travail sans restriction.

Selon Benita Ferrero-Waldner, une solution durable ne peut être réalisée que par un dialogue constructif et de fond. *"Les jeux olympiques ne sont pas un événement politique, mais ils devraient se tenir dans un esprit olympique, dans un environnement de paix, de liberté de parole et des médias"*. Pour la Commission européenne, la question la plus urgente est de savoir comment l'UE peut coopérer pour donner un message aux manifestants tibétains et à la Chine, afin d'amener les deux parties à un dialogue réel.

## **Groupes politiques**

Selon József Száher (HU), qui s'exprimait pour le groupe PPE-DE, les Jeux Olympiques sont *"un symbole de paix et de compréhension"*, aussi a-t-il exigé *"un dialogue pacifique en vue de la réconciliation et de l'autonomie du Tibet"*. Il s'est félicité de la déclaration du Président Pöttering, soulignant qu'il *faudrait "utiliser tous les moyens pour faire pression sur les autorités chinoises en vue de mettre fin à la violence et de respecter les droits de l'homme et les minorités."* Il s'est demandé *"comment les athlètes du monde entier pourraient se rassembler et rivaliser dans la joie et l'harmonie, alors que dans le même temps, l'Etat qui accueillera les Jeux massacre ses propres citoyens?"* Il a conclu que *"ce n'était pas le moment de boycotter les Jeux Olympiques"*, cinq mois avant leur démarrage. Il a toutefois insisté : *"nous devons être très clair sur les exigences que nous mettons en avant"*.

Pasqualina Napoletano (IT), au nom du Parti socialiste européen, a encouragé l'envoi d'une délégation pour faire la lumière sur la situation au Tibet. Selon elle, le rôle politique du Dalai Lama est irremplaçable et nécessaire pour faire respecter les droits de son peuple. Elle a ajouté que, pour obtenir la paix, les autorités chinoises doivent accepter le rôle politique du Dalai lama et accepter le dialogue avec ce dernier. L'isolement de la Chine n'apportera rien à la situation des Tibétains. Elle a demandé au Conseil de se présenter uni: *"nous avons besoin d'une politique cohérente et de longue haleine"*. Il faut donner à la Chine un signal clair, à savoir qu'une telle puissance économique a des responsabilités, notamment en ce qui concerne les droits de l'Homme.

Marco Pannella (IT), pour le groupe ADLE, a rappelé à ses collègues *"l'Europe qui existait il y a 70 ans, la lâcheté anti-libérale, l'Europe des patries qui ne voulait pas mourir pour Dantzig"*. Il a recommandé à ses collègues de relire Spinelli et de comparer son manifeste aux paroles de *"Sa Sainteté le Dalai Lama"*. Critiquant les récentes déclarations de Javier Solana qui a déclaré ne pas vouloir se rendre à l'ouverture des JO, le député a prôné que l'UE agisse plutôt selon *"le réalisme du Dalai Lama sans voir les choses en termes apocalyptiques"* mais en adoptant plutôt une approche plus pragmatique.

Au nom du groupe UEN, Cristiana Muscardini (IT) a affirmé que l'autodétermination du Tibet n'a pas été réalisée comme prévu. Au contraire, dit-elle, elle s'est soldée par la répression et la violation des droits humains. *"Si les autorités chinoises refusent un dialogue constructif avec les autorités tibétaines, il faudra revoir les accords internationaux. La participation aux jeux ne pourra se faire sans que les droits des personnes soient garantis"*, a-t-elle affirmé.

Daniel Cohn-Bendit (DE), qui s'exprimait au nom du Groupe des Verts /ALE, a estimé que lors des dix dernières années, les dirigeants européens ont joué un rôle dans les *"Jeux Olympiques de l'indifférence"*, permettant aux droits de l'homme *"d'être foulés aux pieds"*. Tout comme les Jeux olympiques de 1936, *"le fait que les Jeux olympiques aient lieu en Chine est indiscutablement un acte politique et nous ne devrions pas l'ignorer"*. Ce pays vivant actuellement sous une dictature, l'UE doit refuser d'assister à la cérémonie d'ouverture des Jeux. *"Il y a 40*

ans, nous avons vu les gens lever leurs poings en l'air parce qu'ils essayaient de mettre fin à la discrimination contre les Noirs aux Etats-Unis", a-t-il rappelé. A Pékin, "nous ne voulons pas de sang sur les pieds des athlètes". Le coprésident du groupe des Verts-ALE a demandé de saisir cette occasion pour établir un grand débat sur la démocratie et la situation des droits de l'homme en Chine. Il a invité le monde entier - que ce soit les sportifs, les politiques, les journalistes ou le grand public - à "foutre le bordel", un désordre promulguant la liberté d'expression, de pensée et d'information, un premier pas vers un régime plus démocratique en Chine. Grâce à la protestation de citoyens ordinaires, la place Tiananmen pourrait devenir la place de la liberté. Car "c'est seulement cette liberté qui fait que courir, sauter et nager en valent la peine".

Pour Vittorio Agnoletto (IT) qui s'exprime au nom du groupe GUE/NGL, boycotter les jeux n'aurait de sens que si les pays occidentaux avaient un intérêt à donner priorité au respect des droits de l'Homme. Selon lui, les violations des droits de l'Homme en Chine sont sacrifiées au nom de la protection des intérêts des multinationales. Il a appelé la Chine à relâcher toutes les personnes emprisonnées, et à ouvrir le dialogue av les autorités tibétaines.

Patrick Louis (FR), à l'instar de son groupe, IND/DEM, a dénoncé, en Asie comme en Europe, "l'empire et l'ethnicisme", qui sont les ennemis de la nation. "En imposant l'indépendance du Kosovo, européens et américains ont pris le risque de développer des réactions en chaine", a-t-il affirmé, concluant sur ces mots: "Vive le Tibet libre, vive un monde de nations libres".

Pour sa part, Bruno Gollnisch (NI, FR) a affirmé que les progrès économiques chinois ont contribué à masquer une autre réalité, celle des persécutions, des emprisonnements de dissidents politiques... "Le Tibet supporte cette répression alors même que tout le distingue de la Chine, notamment la langue et l'écriture", a-t-il expliqué.

### **Conseil**

Janez Lenarčič a fait allusion à la prochaine tenue d'une réunion informelle des ministres des Affaires étrangères, "qui sera l'occasion de procéder à un échange de vue sur le Tibet". Le Conseil s'efforcera de s'exprimer d'une seule voix contre toutes violences, pour la liberté d'expression et de manifestation pacifique. "Nous tenterons d'instaurer un dialogue entre les autorités chinoises, le Dalaï Lama et ses partisans", a-t-il affirmé. Il a également souligné que les jeux olympiques en Chine peuvent être considérés comme une possibilité pour promouvoir les droits de l'Homme dans ce pays.

### **Commission européenne**

Concluant le débat, Benita Ferrero-Waldner a salué l'engagement des députés qui, selon elle, ont "compris la frustration du peuple tibétain". Elle a rappelé que le rôle des autorités chinoises comporte des responsabilités telles que mettre fin à la violence et entrer dans un dialogue de fond, constructif. Il faut réfléchir à des mesures pour que les Tibétains puissent continuer à se sentir chez eux dans leur propre région, a-t-elle ajouté, recommandant un dialogue sur les Droits de l'Homme.

De la même manière, Hans-Gert Pöttering a conclu en souhaitant que l'engagement du PE soit entendu.